

Appel intersyndical à la grève dans l'éducation le 7 octobre

CGT – CNT – FSU – SUD

***Mardi 7 octobre, journée d'action syndicale internationale pour un travail décent.
Le travail est-il décent dans l'Education Nationale ?***

***Le projet du ministre :
moins d'école, moins d'enseignants, moins d'heures de cours !***

Dans un projet de société néolibéral toujours plus inégalitaire, le gouvernement actuel tente de mettre en place une école de la concurrence, qui tournerait le dos à la réussite de tous où les inégalités seraient d'autant moins acceptables qu'elles reposeraient sur les individus, élèves ou parents, qui auraient eu une « chance » dont ils n'auraient pas « profité ». À cela s'ajoutent mesures provocatrices et propositions démagogiques : mépris affiché du Ministre envers les enseignants de maternelle en prétendant qu'ils ne feraient que changer les couches des plus petits, cérémonie des médailles après obtention du Bac, bilinguisme obligatoire ! En outre, le ministre veut briser le droit syndical sous prétexte d'irresponsabilité et surtout casser un système qui, malgré ses limites, a permis une élévation significative du niveau des élèves...

IL FAUT D'AUTRES CHOIX POUR UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE REPONDANT AUX BESOINS SOCIAUX ET SCOLAIRES

UN BUDGET 2009 À LA HAUTEUR DES NECESSITES

La suppression de 13500 postes au budget 2009 (11200 en 2008) annonce une rentrée encore plus désastreuse l'année prochaine dans notre académie. Moins de titulaires, au statut malmené, mais des précaires plus nombreux aux situations chaque jour plus difficiles.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'ÉTUDE AMÉLIORÉES

Qui peut croire que les élèves réussiront mieux dans des classes plus chargées, avec moins d'heures de cours et des enseignants moins formés ? Qui peut croire que les écoles, collèges et lycées fonctionneront mieux avec moins de personnels, administratifs, de vie scolaire, sociaux, de santé, de psychologie et d'orientation ? Le gouvernement ne cache plus ses intentions de supprimer définitivement la scolarisation des enfants de 2 ans en rejetant hypocritement la faute sur les Maires des communes. Et il ne faudrait pas que les personnels soient malades, car les moyens de remplacement ont été si réduits que s'absenter est devenu un luxe soumis à suspicion de la part de l'Administration. Devront-ils renoncer aux arrêts maladie ? ***Pour répondre au besoin de tous les élèves, des familles, de la société, il faut réduire les effectifs des classes, aider les élèves sur le temps scolaire, mieux former les enseignants...***

LE RESPECT DES MISSIONS DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

L'assouplissement de la carte scolaire remet en cause l'accès de tous aux mêmes conditions d'enseignement et a pour conséquence de mettre à mal la notion de mixité sociale dans les établissements ; «l'accompagnement éducatif» après 16 heures se substitue à des enseignements ou des activités d'ouverture dispensés sur le temps scolaire.

LA REVALORISATION DE NOS MÉTIERS ET DE NOS SALAIRES :

En 2008, la hausse des salaires prévue est inférieure à 0,8%, pour une inflation supérieure à 3 %. Le pouvoir d'achat des agents de l'Etat continue de se dégrader considérablement (-10 % depuis 2000 ; - 25 % depuis les années 80).

UN DÉBAT SUR LES ÉVOLUTIONS DU SYSTÈME ÉDUCATIF POUR LA RÉUSSITE DE TOUS

Après l'instauration du socle commun et la réforme des programmes dans le primaire, le ministre veut instaurer d'une part un lycée élitiste renonçant à la démocratisation de l'enseignement et d'autre part l'Apprentissage renonçant à la démocratisation Refusant tout véritable dialogue, il veut précipiter sa contre-réforme afin de réduire l'emploi. Son objectif : supprimer 160000 emplois publics dans les 4 années à venir, dont la moitié dans l'Éducation Nationale.

NE LAISSONS PAS FAIRE...

EXIGEONS ENSEMBLE D'AUTRES CHOIX POUR L'ÉCOLE.